

Arrest

nr. 266 235 van 31 januari 2021
in de zaak RvV X / IV

In zake: X

**Gekozen woonplaats: Op zijn gekozen woonplaats bij
advocaat Pauline DELGRANGE
Haachtsesteenweg 55
1210 SINT-JOOST-TEN-NODE**

tegen:

**de Belgische staat, vertegenwoordigd door de Staatssecretaris voor Asiel en
Migratie.**

DE WND. VOORZITTER VAN DE IVE KAMER,

Gezien het verzoekschrift dat X, die verklaart van Iraakse nationaliteit te zijn, op 27 december 2021 heeft ingediend bij faxpost om bij uiterst dringende noodzakelijkheid de schorsing van de tenuitvoerlegging te vorderen van de impliciete beslissing tot vasthouding met het oog op verwijdering van 22 december 2021.

Gezien titel I *bis*, hoofdstuk 2, afdeling IV, onderafdeling 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Gelet op artikel 39/82 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Gelet op titel II, hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 21 december 2006 houdende de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen.

Gezien de nota met opmerkingen en het administratief dossier.

Gelet op de beschikking van 27 december 2021, waarbij de terechtzitting wordt bepaald op 31 december 2021.

Gehoord het verslag van rechter in vreemdelingenzaken W. MULS.

Gehoord de opmerkingen van advocaat Pauline DELGRANGE die verschijnt voor de verzoekende partij en van advocaat Thomas SCHREURS, die loco advocaat Edda MATTRNEE verschijnt voor de verwerende partij.

WIJST NA BERAAD HET VOLGENDE ARREST:

Feiten

1.1. Het feitenrelaas is volgens het verzoekschrift als volgt :

“I. RAPPEL DES FAITS

Le requérant est de nationalité irakienne.

Il était actif dans les manifestations en Irak depuis fin 2019 et très actifs sur les réseaux sociaux avec des pages facebook sur lesquelles il partageait des articles et des opinions contre les autorités. Ces profils ont été bloqués.

Il a été enlevé et torturé en août 2021 par des membres d'une milice.

Suite à cela, il a voyagé vers la Turquie avec son passeport Irakien et un visa. Depuis la Turquie, il a voyagé pour la Belgique avec un faux passeport. A son arrivée à l'aéroport, il a immédiatement introduit une demande d'asile à la frontière, le 26 septembre 2021.

Le 27 septembre 2021, une décision de maintien dans un lieu déterminé à la frontière est adoptée.

Le 28 octobre 2021, le CGRA prend une décision de refus de reconnaissance du statut de réfugié et de la protection subsidiaire.

Par un arrêt n° 263 906 du 19 novembre 2021, le Conseil du Contentieux des étrangers a confirmé cette décision.

Le 26 novembre 2021, une nouvelle décision de maintien est adoptée (annexe 39bis) suite à une demande ultérieure de protection internationale introduite par le requérant.

Le 9 décembre 2021, le CGRA déclare cette demande irrecevable.

Le 20 décembre 2021, le Conseil du Contentieux des étrangers confirme la décision du CGRA.

Le 21 décembre 2021, sans qu'aucune décision d'éloignement ne soit adoptée par la partie adverse, le requérant est renvoyé vers la Turquie. A son arrivée en Turquie, les autorités turques l'informent d'une interdiction d'entrée en Turquie. Il est placé sur un vol vers Bruxelles.

A son arrivée, le requérant est placé au centre fermé 127, sans qu'aucune décision ne soit notifiée au requérant.

Vu le maintien du requérant en centre fermé en vue de son éloignement, il y a lieu de considérer qu'une décision implicite de maintien en vue de l'éloignement a été adoptée par la partie adverse, bien qu'aucun instrumentum n'a été notifié au requérant.

C'est cette décision implicite mais certaine qui est la décision attaquée. »

1.2. Het feitenrelaas is blijkens de nota met opmerkingen van verweerder als volgt :

“Verzoeker kwam op 26.09.2021 aan op de luchthaven van Zaventem, komende van een vlucht uit Turkije.

Verzoeker was niet in bezit van de vereiste binnenkomstdocumenten en op 26.09.2021 werd beslist om verzoeker terug te drijven onder een bijlage 11.

Verzoeker diende op 26.09.2021 een verzoek om internationale bescherming in.

Op 28.10.2021 weigerde het CGVS de vluchtelingenstatus en de subsidiaire bescherming.

Bij arrest van 19.11.2021 bevestigde de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen die negatieve beslissing van het CGVS.

Op 26.11.2021 diende verzoeker een tweede verzoek om internationale bescherming in.

Op 09.12.2021 werd het tweede verzoek om internationale bescherming onontvankelijk verklaard door het CGVS op grond van artikel 57/6/2, §1 van de Vreemdelingenwet.

Verzoeker is op 21.12.2021 vrijwillig vertrokken naar Istanbul, zonder escorte.

Op 22.12.2021 is verzoeker vanuit Istanbul teruggestuurd naar België. De toegang tot het Turks grondgebied werd verzoeker geweigerd.

Op basis van de terugdrijvingsbeslissing van 26.09.2021 wordt een terugdrijving onder escorte van verzoeker voorzien.

Verzoeker meent dat er terugkeer uit Turkije een nieuwe, stilzwijgende beslissing tot terugdrijving is genomen.”

Verzoekschrift

2. Het verzoekschrift stelt:

« II. RECEVABILITE

Le requérant ne s'est jamais vu notifier de décision d'éloignement.

Par ailleurs, alors qu'il a été renvoyé vers la Turquie, qui a refusé de reprendre le requérant et a renvoyé le requérant vers la Belgique, aucune nouvelle décision n'a été adoptée, mais le requérant a été placé au centre fermé 127 bis.

Une décision a donc été prise de manière implicite mais certaine le 22.12.2021. S'agissant d'une décision administrative individuelle prise en application des lois sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, l'article 39/2 de la loi du 15 décembre 1980 s'applique.

Il s'agit donc d'un acte attaquant devant Votre Conseil.

La présent recours est introduit dans les cinq jours de l'arrivée du requérant en Belgique et de son placement en centre fermé en vue de son éloignement.

III. EXAMEN DU MOYEN

Moyen pris de la violation :

- *des articles 1 à 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs ;*
- *des articles 3 et 62, §2 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;*
- *des principes généraux de droit et plus particulièrement, le principe général de bonne administration, le principe de proportionnalité, le principe d'une saine gestion administrative qui veut que toute décision repose sur des motifs légitimes et légalement admissibles, les principes d'équité, du contradictoire, de gestion consciencieuse;*
- *des articles 3 et 13 de la Convention européenne de Sauvegarde des droits de l'Homme et des Libertés fondamentales ;*

Première branche : absence de motivation de la décision d'éloignement

Les articles 1 à 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs et l'article 62, §2 de la loi du 15 décembre 1980 prévoient que les décisions doivent être motivées.

En l'espèce, le requérant est détenu au centre 127bis en vue de son éloignement sans avoir été informé des motifs de son éloignement.

Cette décision d'éloignement avec maintien a manifestement été prise en violation des obligations de motivation.

L'article 3 de la loi du 15 décembre 1980 prévoit : [...]

Aucune décision n'a été adoptée en application de cette disposition, en violation de cette disposition.

Deuxième branche : Risque de violation des articles 3 et 13 de la CEDH;

La partie adverse a dans un premier temps tenté de renvoyer le requérant vers la Turquie, pays pour lequel le requérant avait obtenu un visa depuis l'Irak. Cependant, à son arrivée en Turquie, il a reçu une interdiction d'entrée et a été renvoyé vers la Belgique par les autorités turques.

La partie adverse ne peut donc plus renvoyer le requérant vers la Turquie et a probablement l'intention de le renvoyer vers son pays d'origine, l'Irak.

La partie adverse n'a à aucun moment analysé le risque de violation de l'article 3 de la CEDH en cas de retour en Irak.

Dans l'arrêt du 19 novembre 2021 concernant la première demande de protection internationale du requérant, Votre Conseil avait précisé « In de mate dat de verzoekende partij aanvoert dat de artikelen 2 en 3 van het EVRM worden geschonden, dient te worden vastgesteld dat de bevoegdheid van de commissaris-generaal in deze beperkt is tot het onderzoek naar de nood aan internationale bescherming in de zin van de artikelen 48/3 en 48/4 Vreemdelingenwet. »

Dans le cas de ressortissants afghans pour qui une décision d'éloignement avait été adoptée, Votre Conseil s'est prononcé en extrême urgence et a estimé que : [...]

Le requérant rappelle la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme, qui a condamné la Belgique alors que l'Etat belge a essayé de se soustraire à l'examen du risque lié à l'article 3 CEDH.

[...](MSS c. Belgique et Grèce, Requête no30696/09) – janvier 2011.

L'Etat belge a une obligation d'examiner dans chaque cas individuel si un risque de violation de l'article 3 CEDH existe.

Il n'y a eu en l'espèce encore aucun examen complet du risque de violation de l'article 3 de la CEDH.

La nécessité d'un examen sérieux est d'autant plus grande que le requérant est originaire d'Irak, où la situation actuelle est instable à la suite d'élections dont le résultat est contesté par les milices shiites, qui

ont beaucoup de pouvoir sur le terrain. Le résultat officiel des élections n'a toujours pas été communiqué, par peur pour la stabilité du pays .

Le rapport EASO sur lequel se basait votre Conseil et le CGRA dans le cadre de l'examen de la procédure d'asile date d'un mois de janvier 2021 et ne tient donc pas compte des événements récents, notamment des conflits violents qui sont nés à la suite des élections du mois d'octobre 2021.

Peu d'informations existent en anglais sur l'impact de ces conflits dans la province de Thi Qar, mais pour Bagdad, le site d'informations Al Jazeera rapportait ce qui suit le 5 novembre 2021 (pièce 2) :

[...]

Pour la province d'origine du requérant, Thi Qar, le gouverneur a fini par démissionner suite aux contestations ce 24 décembre 2021 (pièce 3) :

[...]

La situation est donc actuellement très instable dans la province d'origine du requérant.

Mais surtout, Thi Qar, est sous le contrôle de l'Etat Islamique. Un rapport EASO de la situation sécuritaire en Irak du mois de janvier 2021 décrivait la situation dans la province de Thi Qar/Dhi Qar

[...]

Les personnes qui, comme le requérant, sont contre l'Etat islamique et ont participé aux manifestations contre le gouvernement se retrouvent dans la province de Thi Qar donc entre les répressions par les autorités et le régime autoritaire de l'Etat islamique.

Une analyse détaillée des risques pour le requérant, dont il n'est pas mis en doute qu'il a participé aux manifestations de 2019, en cas de retour est essentielle dans le cadre des obligations de la partie adverse découlant des articles 3 et 13 de la CEDH.

IV. PREJUDICE GRAVE ET DIFFICILEMENT REPARABLE

Le requérant invoque un risque de violation des articles 3 et 13 de la CEDH en cas de retour en Irak. Il s'agit sans conteste d'un préjudice grave et difficilement réparable.

V. EXTREME URGENCE

La décision implicite querellée est accompagnée d'une décision de privation de liberté.

L'extrême urgence est en conséquence établie en l'espèce.

Pour des raisons de sécurité juridique et de respect des droits fondamentaux du requérant, celui-ci demande à votre Conseil, en extrême urgence, de statuer sur la présente requête.

** ** **

PAR CES MOTIFS,

Et tous autres à faire valoir ultérieurement, s'il échet en prosécution de cause ou à déduire, produire ou suppléer, même d'office, la partie requérante vous prie,

Mesdames, Messieurs, de bien vouloir recevoir la présente demande et y faisant droit, de suspendre en extrême urgence la décision implicite de transférer le requérant vers l'Italie. »

De taal van de procedure

3. Het verzoekschrift werd ingediend tegen “une décision implicite de maintien en vue de l'éloignement” (vrije vertaling: “een impliciete beslissing tot vasthouding met het oog op verwijdering”).

Artikel 51/4 van de Vreemdelingenwet bepaalt:

“§ 1. Het onderzoek van het verzoek om internationale bescherming geschiedt in het Nederlands of in het Frans.

De taal van het onderzoek is tevens de taal van de beslissing waartoe het aanleiding geeft alsmede die van de eventuele daaropvolgende beslissingen tot verwijdering van het grondgebied.

§ 2. De vreemdeling dient op het moment van het indienen van zijn verzoek om internationale bescherming onherroepelijk en schriftelijk aan te geven of hij bij het onderzoek van dit verzoek de hulp van een tolk nodig heeft.

Indien de vreemdeling niet verklaart de hulp van een tolk te verlangen, kan hij volgens dezelfde regels het Nederlands of het Frans kiezen als taal van het onderzoek.

Indien de vreemdeling geen van die talen heeft gekozen of verklaard heeft de hulp van een tolk te verlangen, bepaalt de Minister of zijn gemachtigde de taal van het onderzoek, in functie van de noodwendigheden van de diensten en instanties. Tegen die beslissing kan geen afzonderlijk beroep worden ingesteld.

In afwijking van voorgaande leden en onverminderd de mogelijkheid voor de minister of zijn gemachtigde om de taal van het onderzoek te bepalen in functie van de noodwendigheden van de diensten en instanties, wordt een volgend verzoek om internationale bescherming, ingediend overeenkomstig artikel 51/8, onderzocht in de taal waarin het vorig verzoek om internationale bescherming werd onderzocht.

[...]"

Verzoeker deed een verzoek om internationale bescherming. Uit het door hem aangehaalde arrest RVV nr. 263 906 van 19 november 2021 blijkt dat deze procedure in het Nederlands werd gevoerd.

Verzoeker deed blijkens het feitenrelaas een volgend verzoek om internationale bescherming. Dit werd ook afgewezen door de Raad middels arrest nr. 265 814 van 20 december 2021 en waarbij de procedure ook in het Nederlands werd gevoerd.

Het verzoekschrift wordt ingediend tegen een "impliciete" beslissing tot vasthouding met het oog op verwijdering. Er is bijgevolg geen schriftelijke akte voorhanden waarvan de schorsing in uiterst dringende noodzakelijkheid wordt aangevraagd.

Het gebruik van de talen in de rechtspleging staat niet ter vrije keuze aan de partijen maar wordt op dwingende wijze geregeld door artikel 39/14 van de Vreemdelingenwet. Deze wetsbepaling luidt als volgt: "*Behoudens wanneer de taal van de procedure is bepaald overeenkomstig artikel 51/4, worden de beroepen behandeld in de taal die de diensten waarvan de werking het ganse land bestrijkt krachtens de wetgeving op het gebruik van de talen in bestuurszaken, moeten gebruiken in hun binnendiensten. Indien die wetgeving het gebruik van een bepaalde taal niet voorschrijft, geschiedt de behandeling in de taal van de akte waarbij de zaak bij de Raad werd ingediend.*"

De twee afgewezen verzoeken om internationale bescherming werden conform artikel 51/4 van de Vreemdelingenwet in het Nederlands beoordeeld. Derhalve wordt de voorliggende procedure inzake de "impliciete beslissing tot vasthouding met het oog op verwijdering" ook in het Nederlands beoordeeld.

Uit de nota met opmerkingen van verweerder blijkt tevens dat verzoeker niet in bezit is van de vereiste binnenkomstdocumenten en er op 26 september 2021 door verweerder werd beslist om verzoeker terug te drijven onder een bijlage 11. Deze bijlage 11 was ook in het Nederlands opgesteld.

Voor de volledigheid wordt vastgesteld dat verzoeker thans in het centrum 127 te Steenokkerzeel verblijft en hij een schorsing bij uiterst dringende noodzakelijkheid aanvoert tegen een "impliciete beslissing tot vasthouding"; verzoekers bestreden vasthouding situeert zich bijgevolg ook op het Vlaams grondgebied alwaar het Nederlands de bestuurs taal is.

Betreffende de vordering tot schorsing bij uiterst dringende noodzakelijkheid van de "impliciete beslissing tot vasthouding met het oog op verwijdering"

3. Verzoeker bevindt zich volgens het verzoekschrift in een gesloten centrum met het oog op verwijdering ("*Vu le maintien du requérant en centre fermé en vue de son éloignement [...]*").

Het voorwerp van voorliggend verzoekschrift betreft "een impliciete beslissing tot vasthouding met het oog op verwijdering".

In de mate dat verzoeker de schorsing beoogt van deze "impliciete beslissing tot vasthouding" dient te worden verwezen naar artikel 71, tweede lid van de Vreemdelingenwet. Blijkens dit artikel is een

beslissing tot vasthouding in een welbepaalde aan de grens gelegen plaats enkel aanvechtbaar bij de raadkamer van de correctionele rechtbank van de plaats waar de vreemdeling wordt vastgehouden.

Voor zover blijkt dat het voorliggend verzoek tot schorsing in uiterst dringende noodzakelijkheid is gericht tegen de (impliciete) beslissing tot vasthouding, is de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen onbevoegd.

4.1. Tevens blijkt dat met toepassing van artikel 39/82, § 1 en 2, van de Vreemdelingenwet slechts tot schorsing van de tenuitvoerlegging bij uiterst dringende noodzakelijkheid kan worden besloten onder de drievoudige voorwaarde dat een uiterst dringende noodzakelijkheid voorhanden is, dat ernstige middelen worden aangevoerd die de vernietiging van de aangevochten akte kunnen verantwoorden en dat de onmiddellijke tenuitvoerlegging van de bestreden beslissing een moeilijk te herstellen ernstig nadeel kan berokkenen.

Wat de eerste voorwaarde betreft, bepaalt artikel 43, § 1, PR RvV dat, indien de uiterst dringende noodzakelijkheid wordt aangevoerd, de vordering ook een uiteenzetting van de feiten die deze uiterst dringende noodzakelijkheid rechtvaardigen dient te bevatten.

De schorsingsprocedure bij uiterst dringende noodzakelijkheid heeft een uitzonderlijk en ongewoon karakter. De toepassing van deze procedure verstoort immers het normale verloop van de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen en herleidt de rechten van verdediging van de verwerende partij tot een strikt minimum. Om deze redenen moet de verantwoording door de verzoeker van de uiterst dringende noodzakelijkheid evident en dus op het eerste gezicht onbetwistbaar zijn. De procedure kan daarom slechts aangewend worden in de enkele gevallen dat het spoedeisend karakter van de zaak, ofwel voor iedereen duidelijk is, ofwel door de verzoeker duidelijk wordt aangetoond aan de hand van precieze en concrete gegevens. Deze bewijslast is tweeledig: de verzoekende partij moet aantonen dat de schorsing van de tenuitvoerlegging volgens de gewone schorsingsprocedure te laat zal komen en dat zij bij het instellen van de vordering met de vereiste spoed, diligentie en alertheid is opgetreden.

4.2. Omtrent de uiterst dringende noodzakelijkheid stelt verzoeker:

“La décision implicite querellée est accompagnée d'une décision de privation de liberté. L'extrême urgence est en conséquence établie en l'espèce. Pour des raisons de sécurité juridique et de respect des droits fondamentaux du requérant, celui-ci demande à votre Conseil, en extrême urgence, de statuer sur la présente requête. (vrije vertaling : “De impliciete beslissing waartegen beroep wordt aangetekend, gaat gepaard met een beslissing tot vrijheidsberoving van de betrokkene. Er is in dit geval dus sprake van uiterste spoedeisendheid. Omwille van de rechtszekerheid en de eerbiediging van verzoekers grondrechten verzoekt de verzoeker de Raad met de grootste spoed uitspraak te doen over het onderhavige verzoek.”)

4.3. Verweerder stelt in de nota met opmerkingen met betrekking tot het voorwerp en met betrekking tot de uiterst dringende noodzakelijkheid:

“De verwerende partij is van mening dat de terugdrijvingsbeslissing van 26.09.2021 niet volledig uitgevoerd is en ook niet uit het rechtsverkeer is verdwenen.

Verzoeker kon niet teruggebracht worden naar Turkije, want de Turkse autoriteiten hebben hem de toegang tot het Turks grondgebied ontzegd en teruggestuurd naar België.

Verzoeker kan bijgevolg nog altijd worden teruggedreven naar Turkije op basis van de beslissing tot terugdrijving van 26.09.2021.

De vordering van verzoeker is dan ook laattijdig, aangezien de terugdrijvingsbeslissing dateert van 26.09.2021 en de asielprocroedure reeds afgesloten was sedert 09.12.2021.

De vordering van verzoeker is zonder voorwerp in die zin dat er geen sprake is van een impliciete terugdrijvingsbeslissing van 22.12.2021.”

4.4. Uit het administratief dossier en de verklaringen van de verwerende partij ter zitting blijkt dat verzoeker op 21 december 2021 vrijwillig vertrok naar Istanbul. De vaststelling dat verzoeker op 22 december werd teruggestuurd uit Turkije naar België doet geen afbreuk aan het feit dat verzoeker op 21 december 2021 vrijwillig vertrok naar Turkije.

Verzoeker toonde door zijn persoonlijke houding en inschatting die leidde tot zijn vrijwillig vertrek naar Turkije op 21 december 2021 aldus aan geen moeilijk te herstellen ernstig nadeel te hebben in geval van terugkeer naar Turkije. Gelet op verzoekers voorgaand vrijwillig vertrek naar Turkije is de thans voorliggende vordering in uiterst dringende noodzakelijkheid dan ook laattijdig.

Dit geldt des te meer aangezien verzoeker zich in het feitenrelaas steunt op het feit dat hij vanuit België naar Turkije werd verwijderd en vanuit Turkije naar België werd teruggestuurd hoewel verder uit het verzoekschrift blijkt dat (i) verzoeker, niettegenstaande twee verworpen verzoeken om internationale bescherming, zich beroept op bijzonder algemene landeninformatie inzake Irak teneinde een schending van artikel 3 EVRM ten aanzien van Irak aan te tonen en hij in wezen een heronderzoek beoogt van zijn verworpen verzoeken om internationale bescherming, (ii) verzoeker *in fine* van het verzoekschrift stelt: “[...] *de suspendre en extrême urgence la décision implicite de transférer le requérant vers l'Italie*” (vrije vertaling: “om bij uiterst dringende noodzakelijkheid de beslissing te schorsen om verzoeker naar Italië over te brengen”) en het verzoekschrift niets bevat over Italië.

Kosten

5. Met toepassing van artikel 39/68-1, §5, derde en vierde lid van de vreemdelingenwet zal de beslissing over het rolrecht of over de vrijstelling ervan, in een mogelijke verdere fase van het geding worden getroffen.

OM DIE REDENEN BESLUIT DE RAAD VOOR VREEMDELINGENBETWISTINGEN:

Enig artikel

De vordering tot schorsing bij uiterst dringende noodzakelijkheid wordt verworpen.

Aldus te Brussel uitgesproken in openbare terechtzitting op eenendertig december tweeduizend eenentwintig door:

W. MULS,

wnd. voorzitter, rechter in vreemdelingenzaken,

A. DE BONDT,

Toegevoegd griffier.

De griffier,

De voorzitter,

A. DE BONDT

W. MULS